

Consultation publique du 26 mars 2026 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Réponse d'UNIGEO

Préambule

La société publique locale UNIGEO (« SPL UNIGEO »), au sein de laquelle le Sipperec est actionnaire majoritaire, a pour objet de réaliser ou d'apporter son concours aux projets d'aménagement, de construction, d'exploitation de moyens de production, de distribution et de fourniture d'énergie utilisant les énergies renouvelables, de ses actionnaires.

Dans le cadre d'une Délégation de Service Public attribuée par le Sipperec en 2022 pour une durée initiale de trente ans, la SPL UNIGEO s'est vu confier pour mission de développer un nouveau réseau de chaleur géothermique devant alimenter le territoire des communes des Lilas (93045), Pantin (93055), Le Pré-Saint-Gervais (93061) et Romainville (93063).

Dans le cadre du déploiement de ce réseau, la SPL UNIGEO est chargée de construire une unité de production de chaleur renouvelable, située sur la commune des Lilas, visant à alimenter le réseau de chaleur urbain. L'installation est équipée, en plus des installations permettant la valorisation de la chaleur renouvelable, de deux chaudières d'une puissance totale d'environ 19 MW, fonctionnant grâce au gaz naturel, et garantissant l'appoint secours du réseau de chaleur à hauteur d'environ 38% du mix énergétique.

C'est dans ce cadre que la SPL UNIGEO a sollicité auprès du gestionnaire du réseau de distribution de gaz, GRDF, un raccordement à ce réseau en indiquant une date de mise en service souhaitée, fixée 18 mois après la date de la demande adressée par la SPL UNIGEO, et une consommation évaluée à 47 GWhPCS/an, à compter de la première année pleine de fonctionnement.

En réponse à cette demande, GRDF a adressé une étude décrivant les divers travaux à réaliser sur le réseau (maillage, renouvellement de réseau, extension, reprise de branchements existants ainsi que le raccordement du poste de livraison). GRDF a chiffré ces travaux à hauteur de près de 800 000 € HT et la contribution au raccordement attendue de la SPL UNIGEO à hauteur de plus de 99% de ce montant de travaux.

Dans le cadre de ses échanges avec GRDF pour comprendre ce chiffrage, la SPL UNIGEO a obtenu les éléments de calcul ayant guidé GRDF dans son étude et qui sont les suivants :

- **GRDF prend en compte**, pour le calcul de la participation fondée sur le rapport des bénéfices sur investissements (B/I), **une durée de trois ans, durée en totale déconnexion avec la durée initiale du contrat de délégation de 30 ans qui engage la SPL UNIGEO à desservir en chaleur les usagers de son réseau ;**
- **GRDF retient une consommation annuelle de 4 MWhPCS/an, alors que, dans sa demande, la SPL UNIGEO avait indiqué une consommation estimée à 47 000 MWhPCS/an.**

La SPL UNIGEO a fait observer que l'ampleur des travaux que se propose de réaliser GRDF pour le raccordement de son réseau de chaleur n'est pas cohérente avec l'acheminement de 4 MWhPCS/an

qu'elle prétend devoir acheminer pour alimenter le réseau de chaleur d'UNIGEO, cette consommation correspondant à la moitié de la consommation moyenne d'un unique client domestique.

N'ayant pu trouver un accord avec GRDF sur le montant de la participation de la SPL UNIGEO au raccordement de son réseau de chaleur au réseau de distribution de gaz demandé, la SPL UNIGEO a saisi le Cordis. Cette demande de règlement de différend est pour l'heure toujours pendante devant le Cordis.

Dans ce contexte, la SPL UNIGEO a constaté avec surprise, dans la consultation publique du 26 mars 2026, que GRDF sollicite du régulateur la modification des conditions de raccordement des réseaux de chaleur urbain sur les sujets qui sont précisément au cœur de leur différend.

La réponse d'UNIGEO visera exclusivement ces évolutions demandées par le gestionnaire du réseau de gaz.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant la demande de GRDF de créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur au réseau de distribution de gaz ?

La SPL UNIGEO partage l'analyse de la CRE relative au risque de traitement discriminatoire dans l'accès au réseau si les réseaux de chaleur font l'objet d'une tarification spécifique.

De plus, la SPL UNIGEO s'oppose fermement à la proposition de GRDF consistant à appliquer une **tarification spécifique de raccordement** « pour l'utilisation du gaz à des fins de production de chaleur distribuée par un réseau alimentant plusieurs clients (réseaux de chaleur, notamment urbains) » et facturer ces prestations de raccordement « sur devis ».

Les arguments de GRDF traduisent manifestement sa volonté de faire peser sur les demandeurs du raccordement la diminution de l'usage du gaz en faveur d'une solution renouvelable et sa crainte sur des pertes de recette futures, dénuées de tout lien direct avec les demandes de raccordement qui lui sont adressées.

Le premier argument de GRDF est l'existence supposée d'un « aléa fort sur les consommations de gaz et sur les appels de puissance de ces utilisateurs, sur toute leur durée d'exploitation ». Cet aléa conduirait à surestimer les recettes dans le calcul du B/I, selon GRDF et à une « non-couverture des coûts de raccordement sur la durée d'exploitation du réseau de chaleur ».

Dans le cas particulier de réseaux de chaleur tels que celui exploité par la SPL UNIGEO, reposant sur un mix énergétique géothermie/gaz naturel, contrairement à ce que soutient GRDF, les chaudières à gaz ont vocation à fonctionner durablement et une part substantielle de l'année (près de 180 jours par an pour l'unité installée aux Lilas), dès lors que les conditions de fonctionnement de la centrale de géothermie ne permettent pas, par nature, de répondre à l'intégralité des besoins des usagers du réseau de chaleur.

En effet, la production issue de la géothermie est plafonnée par la température exploitée dans le puits et son débit.

La température de sortie des puits, associée aux pompes à chaleur, limitent la valorisation de la chaleur issue de la géothermie puisqu'**une température de 70°C à 80°C maximum peut être atteinte.**

Or, pour la majorité des abonnés du réseau, les besoins de chaleur sont structurellement déterminés par la conception des bâtiments et par leurs installations de chauffage (réseaux secondaires et émetteurs de chaleur). Dès que la température extérieure passe sous les 12°C, ces installations nécessitent des températures de départ supérieures à ce que la production géothermale peut fournir. Les capacités intrinsèques de la géothermie ne permettent alors plus de garantir, à elles seules, la température de confort attendue dans les logements.

Dans ces conditions, l'équilibre technico-économique des réseaux de chaleur tels que celui exploité par la SPL UNIGEO repose nécessairement sur une utilisation des chaudières fonctionnant au gaz naturel pour subvenir aux besoins qui sont **intangibles** du fait de la puissance appelée par les abonnés, et des conditions climatiques.

Donc, il n'y a pas d'aléa fort sur les besoins en gaz des réseaux de chaleur.

En outre, comme le souligne la Commission de Régulation de l'Energie, cet aléa peut également exister pour le raccordement au réseau de gaz de tout industriel qui peut, soit convertir son installation à une autre forme d'énergie, soit voir son activité et ses besoins énergétiques évoluer bien différemment de la prévision initiale, au gré des évolutions économiques de son secteur d'activité.

Les réseaux de chaleur ne constituent donc pas une catégorie à part parmi les demandeurs de raccordement au réseau de gaz.

Ils ne sauraient en aucun cas supporter les conséquences économiques d'une baisse globale des consommations de gaz naturel.

Pour son second argument, GRDF relève que « les réseaux de chaleur se distinguent <...> d'autres types d'utilisateurs par leur potentiel à faire perdre au réseau de gaz certains de ses usagers ».

GRDF dévoile ainsi que, parce que les réseaux de chaleur seraient des concurrents de GRDF, ces derniers devraient voir leurs demandes de raccordement au réseau de gaz traitées différemment de celles des autres usagers.

Pourtant, l'article L. 432-8 du code de l'énergie dispose que le gestionnaire de réseau de distribution de gaz naturel est chargé d'assurer l'accès au réseau public de distribution de gaz **dans des conditions non discriminatoires, transparentes et objectives**.

Le fait que les réseaux de chaleur offrent une alternative au chauffage au gaz naturel, pour une partie des besoins de chaleur des usagers, comme vu précédemment, ne peut d'évidence pas justifier que le gestionnaire du réseau de distribution de gaz, de surcroît en situation de monopole, mène une concurrence contre cette solution alternative en tentant de lui porter atteinte par l'application de coûts de raccordement injustifiés. Le cas de la demande de raccordement du réseau de chaleur exploité par la SPL UNIGEO illustre parfaitement cette stratégie.

Il n'est pas attendu de GRDF qu'il « place » du gaz dans le cadre d'une guerre commerciale contre les autres sources énergétiques mais qu'il réponde aux attentes des usagers conformément aux obligations portées dans la loi et les contrats de concession conclus avec les collectivités locales.

Ce second argument avancé par GRDF est sans doute bien plus inquiétant que le premier quant à la bonne compréhension par le GRD de ce qui est attendu de son action et du sens de sa mission.

GRDF propose par ailleurs de créer une tarification spécifique pour les réseaux de chaleur afin de prendre en compte dans la facturation du raccordement applicable à ces réseaux « le potentiel à faire perdre au réseau de gaz certains de ses usagers ».

Or, cet élément n'est pas prévu par la réglementation applicable, qui liste précisément les éléments à prendre en compte pour le calcul de la contribution au raccordement.

La SPL UNIGEO rappelle que l'analyse B/I permet aux gestionnaires de réseau de distribution de gaz d'apprécier la rentabilité d'une opération de raccordement et ainsi d'exiger éventuellement une participation du demandeur.

En application de l'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière, cette analyse doit se limiter strictement aux éléments directement liés à la demande de raccordement adressée par le gestionnaire du réseau de chaleur.

Les éléments à prendre en compte dans le rapport B/I sont définis par l'arrêté précité. La somme actualisée des bénéfices (B) est égale à la soustraction à la somme des recettes (R) du montant des investissements (I) et des dépenses d'exploitation (D) soit :

$$B = (R - I - D).$$

Force est de constater que les définitions des termes R, I et D dans l'arrêté du 28 juillet 2008 ne permettent pas de prendre en compte le potentiel des réseaux de chaleur à faire perdre au réseau de gaz certains de ses usagers.

Ainsi, les pertes de recettes hypothétiques de GRDF liées à la transition du gaz vers la chaleur ne peuvent être prises en compte dans le calcul du rapport B/I.

La SPL UNIGEO rejoint donc la position de la CRE et est fortement défavorable à la demande de GRDF d'instaurer une tarification spécifique de raccordement des réseaux de chaleur.

La SPL UNIGEO alerte en outre sur toute modification des dispositions réglementaires encadrant les modalités de calcul du ratio B/I qui permettrait à GRDF d'entraver le développement de réseaux de chaleur à partir de ressources renouvelables. Ces réseaux constituent l'une des réponses à la transition énergétique des territoires et il serait regrettable qu'un service public vienne s'opposer frontalement aux efforts des collectivités en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant les autres demandes de modification de la prestation « Réalisation de raccordement » (b, c, d) ?

GRDF demande également de « préciser que l'étude de rentabilité tient compte d'une analyse de risques sur les volumes prévisionnels et la pointe de consommation du projet de raccordement » (point b)) et de supprimer la mention erronée d'une facturation « sur la base d'un forfait » de raccordements nécessitant des travaux de renforcement du réseau (d)).

La SPL UNIGEO rappelle que, conformément à l'article L. 432-8 du code de l'énergie, la société GRDF est tenue d'assurer l'accès au réseau public de distribution de gaz **dans des conditions non discriminatoires, transparentes et objectives**. A cet égard, l'introduction d'une analyse de risques dans l'étude de rentabilité d'un raccordement emporte la prise en compte de considérations non objectives, aléatoires, discriminantes selon les demandeurs, au gré des risques identifiés et de leur appréciation par GRDF.

De plus, l'arrêté du 28 juillet 2008 *fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière* prévoit que le terme R (la somme des recettes) qui entre dans le calcul de la contribution B/I susceptible d'être due par le demandeur du raccordement est le montant total actualisé des recettes d'exploitation, c'est-à-dire la somme des estimations de recettes de raccordements et des estimations de recettes d'acheminement du gaz.

L'arrêté ne prévoit donc pas davantage de réaliser une analyse de risques sur les volumes prévisionnels et la pointe de consommation du projet de raccordement pour déterminer l'estimation des recettes d'acheminement.

La SPL UNIGEO rejoint donc la position de la CRE et est fortement défavorable à la demande de GRDF de tenir compte d'une analyse de risques dans l'étude de rentabilité d'un raccordement.

La SPL UNIGEO rejoint également la CRE pour que soit maintenu le terme « éventuelle (participation) » afin que GRDF ne puisse utiliser l'absence de ce terme pour exiger une participation financière systématique. Celle-ci doit rester soumise à une étude de rentabilité objective et non discriminatoire.

Enfin, concernant la facturation au devis comme au forfait des travaux de renforcement du réseau (p.18/25 de la consultation de la CRE), la SPL UNIGEO entend souligner que les coûts à retenir dans l'étude de rentabilité sont ceux précisés par l'article 3 de l'arrêté du 28 juillet 2008 précité et, en matière d'investissements, seuls ceux « relatifs aux canalisations de distribution et aux postes de détente nécessaires à l'extension du réseau de distribution » doivent être pris en compte.

Ainsi, les travaux de renforcement, comme de renouvellement, n'ont pas à être retenus pour établir la rentabilité d'une opération de raccordement au réseau de gaz.

La SPL UNIGEO rappelle donc que les travaux de renforcement n'ont vocation à être facturés ni au forfait ni sur devis mais doivent être retirés du calcul de la participation financière pour un raccordement au réseau public de gaz.